

Le 4 juillet 1776, le Congrès continental réuni à Philadelphie adopte le texte de la Déclaration d'indépendance. Treize colonies britanniques d'Amérique du Nord proclament leur rupture avec la Couronne. Ce vote solennel amplifie une guerre déjà commencée un an plus tôt, en avril 1775, à Lexington et Concord, et qui ne s'achèvera qu'en 1783. Entre ces deux dates, les insurgés américains, dépourvus de marine, faiblement armés et sans finances solides, ne peuvent l'emporter seuls contre la première puissance militaire et navale de l'époque.

L'engagement de la France, d'abord clandestin puis ouvert après 1778, a pris des formes multiples : livraison d'armes et de poudre, financement, reconnaissance diplomatique, envoi d'ingénieurs et d'officiers, débarquement d'un corps expéditionnaire terrestre, et surtout mobilisation d'une flotte de guerre sans laquelle la victoire décisive de Yorktown n'aurait pas été possible.

Les origines de l'engagement français

Pour comprendre l'aide française, il faut remonter à la guerre de Sept Ans, close par le traité de Paris de 1763. Ce traité avait été néfaste pour la France : perte du Canada, de la vallée de l'Ohio, de la plupart de ses comptoirs en Inde, recul général de sa puissance coloniale au profit de la Grande-Bretagne. Dans les années qui suivent, la diplomatie française n'a qu'un objectif de fond : rétablir l'équilibre en Europe et outre-mer, ce qui suppose d'affaiblir Londres.

C'est pourquoi, l'aide française ne relève pas d'un idéalisme désintéressé par lequel elle serait venue soutenir des « *freedom fighters* ». La révolte des colonies britanniques offre une occasion au royaume de France de priver stratégiquement la Grande-Bretagne de ses possessions américaines les plus prospères, l'épuiser dans une guerre lointaine, et détourner sa marine loin des côtes européennes.

L'homme qui met en œuvre cette politique est Charles Gravier, comte de Vergennes, secrétaire d'État aux Affaires étrangères de Louis XVI à partir de 1774. Diplomate expérimenté, prudent, Vergennes voit dans la cause américaine un levier, mais il avance par étapes. Il sait que la France, dont les finances sont fragiles et la marine en reconstruction depuis 1763, ne peut se permettre une guerre ouverte prématurée. Il choisit donc d'abord l'aide secrète, en attendant que les insurgés démontrent leur capacité à tenir.

Vergennes doit aussi composer avec les réticences intérieures. Le contrôleur général des finances, Turgot, s'oppose à tout engagement coûteux, jugeant l'état des caisses royales incompatible avec une nouvelle guerre. Son renvoi en 1776 lève un obstacle. Louis XVI, jeune souverain, se laisse convaincre par l'argument de la revanche et par la perspective d'un affaiblissement britannique.

Du côté américain, le Congrès envoie en Europe des commissaires chargés d'obtenir des soutiens. Silas Deane arrive en France en 1776, bientôt rejoint par Arthur Lee, puis par Benjamin Franklin à la fin de la même année. Franklin, déjà célèbre en Europe comme savant et homme des Lumières, devient le visage de la cause américaine à Paris. Son habileté, sa simplicité affichée et sa réputation contribuent à créer un courant de sympathie dans l'opinion

et les salons, et à préparer le terrain diplomatique d'une alliance officielle.



Charles Gravier, comte de Vergennes (1719-1787).

Les armes et le matériel fournis aux insurgés

L'un des apports les plus concrets de la France a été matériel. Sans poudre, sans fusils, sans artillerie, les insurgés n'auraient pu soutenir la guerre. Cette aide a précédé de près de deux ans l'alliance officielle.

Pour aider les insurgés sans provoquer ouvertement Londres, Vergennes recourt à un montage clandestin. En 1776, l'écrivain et homme d'affaires Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais — l'auteur du *Barbier de Séville* — crée une société commerciale de façade, Roderigue Hortalez et Compagnie. Officiellement, c'est une maison de négoce privée ; en réalité, elle est financée par des fonds secrets fournis par la France et par l'Espagne, chacune apportant environ un million de livres, complétés par des capitaux privés.

La société achète des surplus des arsenaux royaux et les achemine vers l'Amérique via les Antilles françaises, notamment Saint-Domingue et la Martinique, pour brouiller les pistes. Les cargaisons transitent par des ports comme celui de Nantes ou du Havre. Beaumarchais affrète une flotte de navires marchands. Malgré les protestations de l'ambassadeur britannique à Paris, le gouvernement français feint l'ignorance.

Les quantités livrées par ce canal sont considérables pour l'époque : on estime que la société a fourni de l'ordre de 200 pièces d'artillerie, plusieurs dizaines de milliers de fusils, des milliers de tentes, des vêtements et de l'équipement pour plusieurs dizaines de milliers d'hommes, ainsi que de grandes quantités de poudre. Une partie décisive de ce matériel parvient aux Américains à temps pour la campagne de 1777.

La poudre à canon est peut-être le besoin le plus critique des insurgés. Les colonies ne possèdent qu'une capacité de production très limitée. Dans les premières années de la guerre, la grande majorité de la poudre utilisée par l'armée continentale provient de l'étranger, et pour l'essentiel de sources françaises, directement ou par l'intermédiaire des Antilles. Sans cet approvisionnement extérieur, les fusils et les canons américains seraient rapidement restés muets. C'est un point souvent sous-estimé : la logistique de la poudre a conditionné la capacité même des insurgés à livrer bataille.

L'arme d'infanterie française fournie en masse est le fusil dit « *Charleville* », du nom de l'une des principales manufactures royales. Il s'agit d'un fusil à silex, à âme lisse, de calibre approximatif 17,5 mm (environ .69), dans ses modèles 1763 et 1766. Robuste, standardisé, il équipe l'infanterie française et devient l'une des armes de référence des insurgés américains.

Son importance dépasse le cadre de la guerre. Après l'indépendance, ce modèle sert de base à la conception du premier fusil réglementaire américain, le Springfield modèle 1795, produit dans les nouvelles manufactures nationales. L'arme française a donc marqué durablement l'armement des États-Unis naissants.

Au-delà des fusils et de la poudre, la France fournit de l'artillerie de campagne, des mortiers, des boulets et des bombes. L'artillerie française bénéficie alors des réformes du système Gribeauval, qui a standardisé et allégé les pièces, améliorant leur mobilité ; un savoir-faire dont profite indirectement l'effort américain, notamment lors des sièges.

Les livraisons comprennent aussi des baïonnettes, des équipements de campement, des tentes, des chaussures, des couvertures et des uniformes. Pour une armée continentale chroniquement en manque de tout, souvent en haillons, ce matériel a une valeur qui n'est pas seulement militaire mais aussi morale : il permet de tenir des hommes en campagne sur la durée.

Après l'alliance de 1778, l'aide devient officielle et massive, s'ajoutant aux livraisons clandestines antérieures. Les subsides financiers permettent en outre au Congrès d'acheter du matériel et de solder ses troupes, dans une guerre où l'absence de trésorerie fut l'un des plus grands handicaps américains.



Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais (1732-1799).

La formation et l'encadrement militaire

Au début du conflit, l'armée continentale est une force composite, faite de milices et de volontaires courageux mais peu entraînés, mal encadrés, ignorant les manœuvres régulières et la discipline de feu propres aux armées européennes. Face à des troupes britanniques professionnelles, cette faiblesse tactique coûte cher. La transformation de cette armée en force capable de manœuvrer en ligne est l'un des chantiers majeurs de la période, et plusieurs officiers européens y contribuent.

Le principal artisan de l'entraînement de l'armée continentale n'est pas français mais prussien

: Friedrich Wilhelm von Steuben, officier formé à l'école de Frédéric II. Durant l'hiver 1777-1778, au camp de Valley Forge, von Steuben instruit méthodiquement les soldats de Washington au maniement d'armes, à la marche en colonne, au déploiement en ligne et à l'usage de la baïonnette. Il rédige un manuel de manœuvre qui deviendra la référence de l'armée américaine. Son apport a été décisif pour la discipline et l'efficacité des troupes.

L'apport français à l'encadrement militaire est surtout notable dans un domaine technique : le génie et les fortifications. La France disposait alors d'une tradition d'excellence dans l'art des sièges et des ouvrages défensifs, héritée notamment de Vauban.

La figure centrale est [Louis Lebègue Duportail](#), officier du génie envoyé en Amérique et qui devient commandant du corps des ingénieurs de l'armée continentale. Sous son autorité, plusieurs ingénieurs français conçoivent des fortifications, organisent des lignes défensives et, surtout, maîtrisent les techniques de siège qui se révéleront capitales à Yorktown : tranchées d'approche, parallèles, batteries. Le savoir-faire français dans la conduite d'un siège en règle a directement contribué à la reddition de l'armée britannique en 1781.

Le marquis de La Fayette, s'il n'est pas un instructeur au sens de von Steuben, joue un rôle d'encadrement et de liaison. Jeune officier arrivé à titre individuel en 1777, il gagne la confiance de Washington, apprend le commandement au feu, et se voit confier des unités qu'il conduit avec un sérieux qui força le respect. En 1781, il commande en Virginie les forces qui surveillent et harcèlent l'armée de Cornwallis, préparant le piège de Yorktown. Son rôle illustre la manière dont des officiers français ont apporté à l'armée américaine non seulement des bras, mais aussi de l'expérience du commandement.

L'alliance de 1778 et l'internationalisation de la guerre

La bataille de Saratoga, remportée par les Américains en octobre 1777, change tout. La capitulation d'une armée britannique entière démontre à Versailles que les insurgés peuvent vaincre des troupes régulières. Cette victoire lève les dernières hésitations de Vergennes et du roi. Elle offre aussi un argument diplomatique : soutenir un camp capable de gagner.

Le 6 février 1778, la France signe avec les représentants américains deux traités. Le premier est un traité d'amitié et de commerce, qui établit des relations économiques. Le second est un traité d'alliance, qui prévoit qu'en cas de guerre entre la France et la Grande-Bretagne, les deux parties combattront ensemble et ne concluront pas de paix séparée. Par ces actes, la France reconnaît officiellement les États-Unis et s'engage militairement à leurs côtés.

La guerre d'indépendance américaine cesse alors d'être un conflit colonial pour devenir une guerre internationale. La France entre ouvertement en guerre contre la Grande-Bretagne au printemps 1778.

L'Espagne rejoint la France en 1779, liée à elle par le Pacte de Famille entre Bourbons, sans toutefois reconnaître formellement l'indépendance américaine : Madrid combat la Grande-Bretagne pour ses propres objectifs, notamment la reprise de Gibraltar et de Minorque. Les Provinces-Unies se trouvent également entraînées dans le conflit. La Grande-Bretagne se retrouve ainsi isolée diplomatiquement en Europe et contrainte de disperser ses forces sur

plusieurs théâtres : Amérique du Nord, Antilles, Méditerranée, océan Indien. Cette dispersion soulage d'autant la pression sur les insurgés américains.

Les batailles terrestres

L'engagement terrestre français en Amérique du Nord se concentre sur quelques opérations majeures. Contrairement à la guerre navale, plus continue, la présence de troupes françaises régulières sur le sol américain est surtout marquante à partir de 1780, avec le corps expéditionnaire de Rochambeau, et culmine à Yorktown.

La campagne de Rhode Island (1778)

La première grande opération conjointe intervient à l'été 1778, peu après l'entrée en guerre de la France. La flotte du comte d'Estaing arrive sur les côtes américaines. Un plan est monté pour reprendre Newport, dans le Rhode Island, tenue par les Britanniques : les troupes américaines du général John Sullivan doivent attaquer par terre, soutenues par la flotte française et un débarquement.

L'opération échoue. Une violente tempête disperse et endommage les flottes française et britannique qui s'apprêtaient à s'affronter. D'Estaing, ses navires éprouvés, doit se retirer à Boston pour les réparer, laissant Sullivan sans appui naval. L'attaque terrestre tourne court. Cet échec, et les tensions qu'il provoque entre alliés, montre la difficulté de coordonner des opérations combinées terre-mer à une époque où les communications sont lentes et la météo décisive.

Le siège de Savannah (1779)

En 1779, une nouvelle opération conjointe vise Savannah, en Géorgie, tenue par les Britanniques. La flotte de d'Estaing débarque des troupes qui se joignent aux forces américaines du général Benjamin Lincoln pour assiéger la ville.

Le 9 octobre 1779, un assaut est lancé contre les défenses britanniques. Il échoue dans le sang. Les assaillants subissent de lourdes pertes. Le comte d'Estaing lui-même est blessé. Le noble polonais Casimir Pulaski, qui servait la cause américaine, est mortellement atteint. Parmi les unités engagées figurent les Chasseurs-Volontaires de Saint-Domingue, un corps de plusieurs centaines d'hommes libres de couleur venus des Antilles françaises, qui couvrent la retraite. Le siège est levé. Savannah reste aux mains des Britanniques.

Cet épisode illustre à la fois l'ampleur géographique de l'aide française et la fragilité des opérations combinées mal synchronisées.

L'arrivée du corps expéditionnaire de Rochambeau (1780)

Le tournant terrestre vient en 1780. La France décide d'envoyer un véritable corps expéditionnaire, l'« *Expédition particulière* », placé sous le commandement du lieutenant général Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau. Environ 5 500 à 6 000 hommes de troupes régulières débarquent à Newport, dans le Rhode Island, à l'été 1780. Ce

sont des soldats entraînés, disciplinés, bien équipés, appartenant à des régiments réputés comme le *Royal Deux-Ponts*, le *Soissonnais*, le *Saintonge* et le *Bourbonnais*.

Rochambeau reçoit pour instruction de se placer sous l'autorité de Washington, ce qui, pour un officier général français, constitue un geste politique fort et facilite la coopération. Pendant plusieurs mois, le corps français patiente à Newport, faute d'occasion décisive et de supériorité navale suffisante. La conjonction attendue, armée et flotte agissant ensemble, ne se présente qu'en 1781.

Le siège de Yorktown (septembre-octobre 1781)

Yorktown est l'aboutissement de tout l'effort français. À l'été 1781, l'armée britannique de Charles Cornwallis s'est retranchée à Yorktown, en Virginie, sur une presqu'île au bord de la baie de Chesapeake, attendant ravitaillement et renforts par la mer.

Une opportunité se dessine. Washington et Rochambeau, dont les armées ont fait leur jonction, décident de marcher rapidement vers le sud, depuis la région de New York jusqu'en Virginie, pour prendre Cornwallis au piège. Simultanément, la flotte du comte de Grasse, remontée des Antilles, doit verrouiller la baie de Chesapeake et couper toute issue maritime. C'est la coordination réussie entre l'armée franco-américaine et la marine française qui rend le piège possible.

La victoire navale de la baie de Chesapeake, le 5 septembre 1781 (détaillée plus loin), est la condition du succès terrestre : elle prive Cornwallis de tout secours et de toute évacuation par mer. Pendant ce temps, l'escadre du comte de Barras apporte depuis Newport l'artillerie de siège lourde indispensable.

Le siège proprement dit commence fin septembre. Les ingénieurs français dirigent les travaux d'approche selon les règles de l'art : ouverture de tranchées, établissement de parallèles, mise en batterie de l'artillerie qui pilonne les positions britanniques. Les forces alliées comptent environ 8 000 Français et 8 000 à 9 000 Américains, face à quelque 7 000 à 8 000 assiégés.

La nuit du 14 octobre 1781, deux redoutes britanniques avancées, désignées comme les redoutes 9 et 10, sont enlevées à la baïonnette lors d'assauts coordonnés. La redoute 10 est prise par l'infanterie légère américaine conduite par Alexander Hamilton ; la redoute 9, plus solidement défendue, est enlevée par les troupes françaises, où s'illustre le régiment Royal Deux-Ponts. La chute de ces redoutes permet de rapprocher les batteries et rend la position de Cornwallis intenable.

Coupé de tout secours, sous un feu croissant, Cornwallis capitule le 19 octobre 1781. Sa reddition, obtenue par la combinaison de l'armée franco-américaine et de la flotte française, met fin aux grandes opérations terrestres de la guerre et rend sa poursuite politiquement impossible pour Londres. Yorktown est, à juste titre, considérée comme la bataille décisive de l'indépendance américaine — et c'est une victoire franco-américaine.

Les batailles navales

Si l'histoire populaire retient surtout Yorktown, c'est sur mer que l'apport français a peut-être été le plus déterminant. Les insurgés ne disposaient d'aucune flotte de ligne. Seule la marine française, appuyée par l'espagnole, pouvait disputer à la *Royal Navy* le contrôle des mers, condition de toute opération d'envergure. La guerre navale s'est déroulée sur plusieurs théâtres : les côtes américaines, les Antilles, la Méditerranée et l'océan Indien.

La bataille d'Ouessant (1778)

Le premier grand affrontement naval après l'entrée en guerre de la France a lieu au large des côtes bretonnes, près de l'île d'Ouessant, le 27 juillet 1778. La flotte française du comte d'Orvilliers y affronte la flotte britannique de l'amiral Augustus Keppel. La bataille est indécise sur le plan tactique, aucune des deux flottes ne parvenant à s'imposer nettement. Mais elle a une portée symbolique et stratégique : elle marque l'ouverture des hostilités navales directes entre les deux puissances et confirme que la marine française, reconstruite depuis 1763, est de nouveau capable de tenir tête à la Royal Navy.

Les Antilles et la bataille de la Grenade (1779)

Les Antilles constituent un théâtre majeur, car les îles à sucre représentent une richesse considérable pour les deux camps. Le comte d'Estaing y mène plusieurs opérations. En 1779, il s'empare de possessions britanniques et remporte au large de la Grenade un engagement contre la flotte de l'amiral Byron. Ces opérations antillaises, souvent éclipsées par les événements du continent, contribuent à disperser et à user les forces navales britanniques, tout en préparant les grandes manœuvres de 1781.

La bataille du cap Henry (mars 1781)

Au printemps 1781, un premier affrontement se déroule à l'entrée de la baie de Chesapeake. L'escadre française stationnée à Newport, commandée par le chevalier Destouches, tente d'intervenir en Virginie contre les forces britanniques. Elle rencontre la flotte de l'amiral Arbuthnot lors de la bataille du cap Henry, le 16 mars 1781. L'engagement est indécis et les Français, ne pouvant forcer le passage, se retirent. Cet épisode montre la difficulté d'obtenir la supériorité navale locale, et souligne, par contraste, l'importance de la concentration de forces qui sera réalisée quelques mois plus tard.

La bataille de la baie de Chesapeake (5 septembre 1781)

C'est l'affrontement naval le plus important de la guerre pour l'issue du conflit. Le 5 septembre 1781, la flotte française du comte de Grasse, forte d'environ 24 vaisseaux de ligne remontés des Antilles, affronte la flotte britannique de l'amiral Thomas Graves, forte d'environ 19 vaisseaux, à l'entrée de la baie de Chesapeake.

Sur le plan purement tactique, la bataille n'est pas un anéantissement : les pertes sont réparties et aucune flotte n'est détruite. Mais sur le plan stratégique, elle est décisive. De

Grasse conserve le contrôle de la baie. Les Britanniques, ayant subi des dommages et ne pouvant déloger la flotte française, se retirent vers New York. Cornwallis, retranché à Yorktown, se retrouve dès lors coupé de la mer : aucun ravitaillement, aucun renfort, aucune évacuation ne sont plus possibles. La bataille de la baie de Chesapeake scelle ainsi le sort de l'armée de Yorktown. Elle est l'exemple même d'une victoire modeste sur le plan tactique mais capitale par ses conséquences.

Peu après, l'escadre du comte de Barras, venue de Newport avec l'artillerie de siège, rejoint de Grasse, achevant de verrouiller le dispositif.

La bataille des Saintes (avril 1782)

L'histoire navale de la guerre ne s'achève pas sur un triomphe français. Après Yorktown, aux Antilles, la flotte du comte de Grasse est défaite les 9-12 avril 1782 lors de la bataille des Saintes, entre la Guadeloupe et la Dominique, par la flotte britannique de l'amiral George Rodney. De Grasse est capturé, son vaisseau amiral pris. Cette défaite, survenue alors que les négociations de paix étaient engagées, redonne du poids à la Grande-Bretagne dans les pourparlers et limite les gains français dans le règlement final. Elle rappelle que la supériorité navale française fut réelle mais jamais définitive.

Suffren dans l'océan Indien (1782-1783)

Loin des côtes américaines, un autre théâtre mérite d'être mentionné : l'océan Indien. Le chef d'escadre Pierre André de Suffren, dit le bailli de Suffren, y mène en 1782-1783 une campagne remarquée contre la flotte britannique de l'amiral Edward Hughes, livrant une série de batailles acharnées au large de l'Inde et de Ceylan. Bien que sans effet direct sur l'indépendance américaine, ces opérations participent à l'effort global d'affaiblissement de la Grande-Bretagne et illustrent l'ampleur mondiale devenue celle du conflit. Suffren est resté dans l'histoire navale française comme l'un de ses plus audacieux tacticiens.

Les conséquences et le coût pour la France

Les négociations aboutissent au traité de Paris, signé le 3 septembre 1783. La Grande-Bretagne y reconnaît l'indépendance des États-Unis et leur cède des territoires s'étendant jusqu'au fleuve Mississippi. Sept ans après la Déclaration de Philadelphie, l'indépendance proclamée en 1776 devient une réalité juridique reconnue internationalement. La France, par ses traités parallèles, obtient certaines compensations, mais ses gains territoriaux restent limités au regard de l'effort consenti ; d'autant que la défaite des Saintes avait affaibli sa position de négociation.

L'engagement français a un prix élevé. Le soutien à la guerre d'indépendance représente une dépense souvent évaluée autour de 1 à 1,3 milliard de livres, financée pour l'essentiel par l'emprunt. Cette charge aggrave le déficit chronique des finances royales.

Pour faire face, le contrôleur général des finances Calonne multiplie les emprunts, qui alourdissent encore la dette. En 1784, il crée une caisse d'amortissement destinée à réduire le

service de celle-ci. Cette caisse est supprimée en mars 1788, lorsqu'un édit royal pris sous le ministère de Loménie de Brienne réunit les différentes caisses du royaume en un Trésor royal unique.

En 1787, la dette publique française représente environ 80 % du produit intérieur, soit près de 4 milliards de livres, et son service absorbe de l'ordre de 42 % des recettes de l'État. Faute d'épargne suffisante et de comptes équilibrés, cette charge devient difficilement soutenable. Elle s'ajoute à d'autres difficultés, au premier rang desquelles la mauvaise récolte de 1788, qui fait fortement monter le prix du pain. Dans ce contexte, Louis XVI convoque les états généraux pour mai 1789, afin d'obtenir le vote de nouveaux impôts, de redresser les finances et d'éviter la banqueroute de l'État.

Les difficultés budgétaires nées de la guerre comptent parmi les causes de la crise financière qui conduit, dans les années 1780, à la convocation des États généraux en 1789, puis à la Révolution française. En aidant à faire naître une république de l'autre côté de l'Atlantique, la monarchie de Louis XVI a, en partie, contribué à sa propre fragilisation. Le retour de nombreux officiers, dont Lafayette, imprégnés d'idées et d'expériences révolutionnaires, a par ailleurs nourri le climat intellectuel de la fin de l'Ancien Régime.

Quelques grandes figures

Sur terre

Gilbert du Motier, marquis de La Fayette (1757-1834)

Sans doute la figure la plus célèbre. Jeune aristocrate fortuné, il s'engage à titre personnel en 1777, avant même l'alliance officielle, et rejoint l'armée continentale où il est nommé général de division malgré son jeune âge. Blessé à la bataille de Brandywine à l'automne 1777, il passe l'hiver à Valley Forge aux côtés de Washington, dont il devient un proche. En 1781, il commande en Virginie les forces qui surveillent Cornwallis et préparent le terrain de Yorktown. Devenu un symbole de l'amitié franco-américaine, il incarne l'engagement des volontaires.



Jean-Baptiste de Vimeur, comte de Rochambeau (1725-1807)

Officier général expérimenté, il commande le corps expéditionnaire français débarqué à Newport en 1780. Sa décision de se placer sous l'autorité de Washington facilite la coopération entre alliés. C'est lui qui, avec Washington, conçoit et exécute la marche vers la Virginie et conduit les opérations de siège à Yorktown. Sa rigueur et sa maîtrise de l'art militaire régulier ont été déterminantes dans la victoire finale.

**Louis Lebègue Duportail (1743-1802)**

Officier du génie, il devient commandant du corps des ingénieurs de l'armée continentale. Son expertise dans les fortifications et surtout dans la conduite des sièges — tranchées, parallèles, batteries — a directement contribué au succès de Yorktown. Il représente l'apport technique français, moins spectaculaire mais essentiel.



Louis Le Bègue Duportail (1743-1801). Créateur et commandant du Corps du génie militaire américain.

Antoine Charles du Houx, baron de Vioménil (1728-1792)

Second de Rochambeau, il commande une partie des troupes françaises à Yorktown et dirige notamment l'assaut victorieux contre la redoute 9. Officier de métier, il incarne l'encadrement supérieur du corps expéditionnaire.

**François-Jean de Chastellux (1734-1788)**

Général de division sous Rochambeau, il participe aux opérations menant à Yorktown. Homme de lettres autant que militaire, il laisse un récit de voyage sur l'Amérique du Nord qui constitue un témoignage précieux sur les treize colonies et leurs habitants à cette période.



Armand Louis de Gontaut, duc de Lauzun (1747-1793)

Il commande la « *légion de Lauzun* », une unité mixte comprenant de la cavalerie, particulièrement mobile. Ses hommes se distinguent lors des opérations autour de Yorktown, notamment dans les affrontements côté Gloucester, sur l'autre rive de la rivière York. Il sera guillotiné à Paris le 31 décembre 1793.



Sur mer

François Joseph Paul, comte de Grasse (1722-1788)

L'homme de la victoire de la baie de Chesapeake. En verrouillant la baie en septembre 1781, il rend possible la prise de Yorktown. C'est l'officier de marine français dont le nom reste le plus étroitement associé au succès américain. Sa capture ultérieure à la bataille des Saintes, en 1782, assombrit toutefois sa fin de carrière.



Charles Henri Hector, comte d'Estaing (1729-1794)

Premier grand commandant naval français envoyé sur le théâtre américain après 1778. Il mène les opérations de Rhode Island et de Savannah, ainsi que des campagnes aux Antilles. Ses résultats sont contrastés - l'échec de Newport et de Savannah pèsent - mais il a ouvert la voie de l'engagement naval français et usé les forces britanniques. Il finira guillotiné sous la Révolution, le 28 avril 1794.



Jacques-Melchior Saint-Laurent, comte de Barras (v. 1719-1793)

Il commande l'escadre française basée à Newport. Son rôle est capital dans la manœuvre de Yorktown : il achemine par mer, depuis Newport jusqu'à la Chesapeake, l'artillerie de siège lourde indispensable à la réduction des positions britanniques, et rejoint de Grasse au moment décisif.



Charles René Dominique Sochet, chevalier Destouches (1727-1794)

Commandant de l'escadre de Newport avant Barras, il conduit la flotte française lors de la bataille du cap Henry, en mars 1781, tentative d'intervention en Virginie qui, bien qu'indécise, préfigure la campagne victorieuse de l'automne.



Pierre André de Suffren, dit le bailli de Suffren (1729-1788)

Le plus brillant tacticien naval français de la période. Sa campagne dans l'océan Indien en 1782-1783, faite d'une série de batailles opiniâtres contre les Britanniques, force l'admiration jusque chez ses adversaires. Éloigné du théâtre américain, il n'en participe pas moins à l'effort mondial contre la Grande-Bretagne.



Vice-amiral de Suffren

Louis-Antoine de Bougainville (1729-1811)

Célèbre pour son tour du monde antérieur, il sert comme commandant de vaisseaux dans les escadres françaises, notamment sous de Grasse. Il est présent à la baie de Chesapeake puis à la bataille des Saintes. Sa carrière illustre le passage d'explorateurs et de savants au service de la guerre navale.

